



Assemblée générale

Distr. générale
26 juillet 2012
Français
Original : espagnol

Soixante-sixième session

Point 17 b) de l'ordre du jour

Questions de politique macroéconomique : système financier international et développement**Lettre datée du 20 juillet 2012, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Mexique auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint une lettre du 20 juillet 2012, adressée par la Sous-Secrétaire aux relations extérieures du Mexique et sherpa du G-20, Lourdes Aranda Bezaury, au Groupe pour la gouvernance mondiale (voir annexe).

Comme vous le savez, le Représentant permanent de Singapour auprès de l'Organisation des Nations Unies, Albert Chua, a présenté, le 5 juin 2012 avant le sommet des chefs d'État et de gouvernement des pays du G-20 à Los Cabos au Mexique, des recommandations sur une gouvernance mondiale cohérente, le développement durable, la croissance verte et la lutte contre le changement climatique, au titre du point 17 b) de l'ordre du jour intitulé « Questions de politique macroéconomique : système financier et international », de la soixante-sixième session de l'Assemblée générale.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 17 b) de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Luis Alfonso **de Alba**



**Annexe à la lettre datée du 20 juillet 2012 adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent
du Mexique auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Réponse de la présidence mexicaine du Groupe des Vingt
aux propositions du Groupe pour la gouvernance mondiale**

J'ai l'honneur de transmettre par la présente à l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies la réponse de la présidence mexicaine du Groupe des Vingt (G-20) aux propositions du Groupe pour la gouvernance mondiale. J'en profite pour exposer brièvement les principaux résultats du sommet des dirigeants du G-20 tenu les 18 et 19 juin à Los Cabos (Mexique) avec la participation du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, Ban Ki-moon.

Le sommet des dirigeants du G-20 à Los Cabos a été couronné de succès. Malgré la conjoncture économique mondiale difficile, des accords importants ont été conclus en faveur de la croissance, de la stabilité économique et financière et du développement. Les dirigeants se sont penchés sur les questions urgentes à court terme comme la crise dans la zone euro et les mauvaises perspectives de croissance dans les pays développés, sans pour autant renoncer à prendre des engagements précis à moyen et long terme. Les propositions sur la promotion d'un cadre de gouvernance mondiale cohérent et sur la promotion du développement durable, de la croissance verte et de la lutte contre le changement climatique formulées le 5 juin dernier par le Groupe pour la gouvernance mondiale ont été dûment prises en compte par le G-20.

En matière économique et financière, les dirigeants du G-20 ont adopté le Plan d'action de Los Cabos en faveur de la croissance et de l'emploi, qui énonce des engagements précis dans les domaines fiscal, commercial et structurel visant à assurer la stabilité financière à l'échelle mondiale, à renforcer la demande et à stimuler la croissance économique et la création d'emplois. Un nouveau cadre institutionnel a été créé pour le Conseil de la stabilité financière, organe clef chargé de promouvoir le bon fonctionnement du système financier mondial et de coordonner l'élaboration et la mise en œuvre des réformes financières. Les dirigeants du G-20 ont également pris l'engagement d'accroître les ressources du Fonds monétaire international de plus de 450 milliards de dollars, pour lui donner deux fois plus de moyens en matière d'appui et de prêt.

Compte tenu de l'intérêt manifesté par le Groupe pour la gouvernance mondiale dans ses propositions et communiqués de presse publiés avant et après le sommet des dirigeants du G-20, on trouvera ci-après une description des principaux résultats obtenus dans trois domaines : le commerce, le développement et la croissance verte et inclusive.

Dans le domaine du commerce, les dirigeants du G-20 ont pris l'engagement de ne pas adopter de mesures protectionnistes qui nuisent au commerce et à l'investissement jusqu'à la fin de l'année 2014 et ont promis de revenir sur toute nouvelle mesure protectionniste susceptible d'avoir été adoptée ces dernières années. Ils ont également réaffirmé l'engagement pris de rechercher de nouveaux moyens crédibles de faire avancer les négociations commerciales, notamment en renforçant la participation des pays en développement dans les chaînes de valeur régionales et mondiales. Ils se sont de nouveau engagés à continuer de travailler

pour mener à bien les négociations du Cycle de Doha, et ont confirmé le rôle capital de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

La présidence mexicaine du G-20 s'est consacrée pendant les premiers mois à faire avancer trois thèmes en relation avec le développement : la sécurité alimentaire, les infrastructures et la croissance verte et inclusive. Plusieurs organisations internationales ont élaboré, sous la coordination de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), un rapport sur la croissance durable de la productivité agricole et la réduction des écarts avec les petits producteurs agricoles, qui contient des recommandations et des propositions très utiles pour les pays les moins avancés. Les dirigeants du G-20 ont appuyé le mouvement Renforcer la nutrition et ont réaffirmé leur volonté d'éliminer les restrictions aux exportations alimentaires et les taxes exceptionnelles sur les produits alimentaires achetés par le Programme alimentaire mondial à des fins humanitaires non commerciales.

Au sommet de Los Cabos, d'importantes mesures ont été examinées et adoptées qui visent à favoriser l'inclusion et l'éducation financières ainsi que la protection des consommateurs de services financiers. L'engagement pris de mettre en place un processus de mise en œuvre et de contrôle au sein du Groupe de travail sur le développement démontre clairement la volonté du G-20 de se doter des mécanismes nécessaires pour s'acquitter de ses engagements.

Pour la première fois, la question de la croissance verte et inclusive figurait parmi les priorités de l'ordre du jour du G-20. L'OCDE, la Banque mondiale et l'Organisation des Nations Unies ont élaboré un rapport présentant des solutions pour inscrire les politiques de croissance verte et de développement durable dans les programmes de réforme structurelle, et la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement ont présenté un rapport utile sur les pratiques optimales en matière de développement de l'infrastructure de transport urbain de masse dans les villes moyennes et les grandes villes des pays en développement.

Le G-20 a créé un groupe d'étude sur le financement de la lutte contre le changement climatique chargé d'examiner les moyens de mobiliser efficacement des ressources en la matière. Ce groupe devra rendre compte de ses travaux aux ministres des finances des pays membres du G-20 à leur réunion en novembre. Le Groupe a déjà établi un rapport intérimaire sur les progrès accomplis dans le domaine de l'élimination des subventions inefficaces aux combustibles fossiles, et prépare un examen par les pairs en la matière.

Parallèlement aux propositions du Groupe pour la gouvernance mondiale, la présidence mexicaine du G-20 a mené, en décembre 2011, jusqu'au sommet de Los Cabos, un dialogue ambitieux et élargi avec les autres acteurs afin de recueillir et, dans la mesure du possible, d'incorporer les propositions des pays non membres, des organisations régionales et internationales et de la société civile dans la déclaration des dirigeants du G-20.

La collaboration avec l'Organisation des Nations Unies a été en particulier très fructueuse : les représentants de l'Organisation ont activement participé aux réunions préparatoires des sherpas et des différents groupes de travail. Les fruits de cette collaboration se retrouvent dans les rapports et les documents produits par les

institutions spécialisées, lesquels sont diffusés sur le site Web de la présidence mexicaine du G-20 dans un souci de transparence et d'information sans précédent.

Les contacts réguliers et les échanges entre le G-20 et les organismes internationaux se sont avérés bénéfiques et ont contribué à créer des synergies, à établir des passerelles et à promouvoir une meilleure coordination entre les différents intervenants internationaux. Le dialogue élargi se poursuivra au deuxième semestre, l'objectif étant d'examiner les résultats du sommet de Los Cabos et de préparer la transmission de la présidence à la Russie.

Cette année, des processus innovants de réflexion ont été engagés sur la construction d'un modèle de gouvernance plus solide, complétant utilement le rapport présenté au sommet de Cannes en 2011 par le Premier Ministre britannique, David Cameron. Ces processus, auxquels ont participé différents ministères et experts, ont fait ressortir qu'il appartenait à la communauté internationale dans son ensemble de doter les organismes internationaux de mandats clairs et de ressources humaines et financières suffisantes.

Le Mexique remercie le Groupe pour la gouvernance mondiale et les membres de l'Assemblée générale de la collaboration apportée durant la présidence mexicaine du G-20, et réaffirme sa volonté de continuer à coopérer étroitement sur ces questions et sur les autres sujets qui intéressent la communauté internationale.

(Signé) Lourdes **Aranda Bezaury**
